

**UNITED NATIONS COMMISSION ON SCIENCE AND TECHNOLOGY  
FOR DEVELOPMENT (CSTD), twenty-first session  
Geneva, 14-18 May 2018**

**High-level roundtable on “Impact of rapid technological change on the  
achievement of the Sustainable Development Goals”**

Statement submitted by

Ms. Isabel Durant  
Deputy Secretary-General  
UNCTAD

**Monday, 14 May 2018**

DISCLAIMER: The views presented here are the contributors' and do not necessarily reflect the views and position of the United Nations or the United Nations Conference on Trade and Development.

**Impact of Rapid Technological Change on the Achievement of the SDGs,  
CSTD High Level Roundtable  
15:00-17:30, 14 May 2018**

**Ms. Isabelle Durant, Deputy Secretary-General**

**Talking Points**

Bienvenue à chacun d'entre vous à cette table Ronde consacrée à l'impact des changements technologiques sur la mise en œuvre des ODD.

Ainsi formulé, le thème de cette table ronde est large et peut même apparaître un peu vague. Il n'en est rien, je vais vous en convaincre.

Car les brillants experts et panelistes, ainsi que les Ministres et représentants des gouvernements ici présents auront pour tâche de nous offrir un peu plus qu'un simple échange, aussi intéressant soit-il sur cette vaste question.

Ils auront en tête que nos échanges n'ont pas seulement pour objectif d'ouvrir à la compréhension et l'appropriation des enjeux technologiques. Ces échanges n'ont de sens que si les intelligences individuelles qui vont s'exprimer produisent de l'intelligence collective. Ces échanges ne seront pertinents que s'ils produisent de la matière utilisable et ensuite utilisée.

C'est notre mandat.

Je voudrais dès lors mettre tous nos orateurs au défi de formuler des propositions concrètes, innovantes, créatives, exploitables par les gouvernements et les parlements dans leurs tâches exécutives et législatives et leur mise en œuvre. Qu'elles soient également profitables aux acteurs du secteur privé, à la société civile et en général à tous ceux qui veulent servir un développement inclusif et partagé dans leur pays, leur communauté.

Voilà pour la méthode.

Sur le contenu, nous serons bien entendu tous d'accord pour reconnaître la centralité de la technologie et de l'innovation pour faire des ODD une réalité. Mais la rapidité avec laquelle se produisent les évolutions dans ce domaine rend la tâche encore un plus difficile et critique.

Le Rapport « Technologie et Innovation » de la CNUCED que nous venons de rendre public met en lumière des exemples de l'incroyable potentiel que recèle le dépassement permanent des frontières de la technologie. Je n'en citerai que

quelques exemples tels l'analyse de données pour prévoir et enrayer des épidémies, l'usage de l'impression 3D pour fabriquer des équipements sur mesure à très bas prix, le monitoring électronique du rendement des sols via par exemple l'usage des drones, etc...

Ce rapport montre également à quel point les technologies se sont améliorées mais aussi sont devenues plus rapides, plus adaptées et utilisables, grâce entre autres aux plateformes digitales ouvertes et ce qu'elles permettent en terme d'accélération et de transférabilité entre les secteurs et domaines d'activité.

La diminution des coûts est aussi un facteur particulièrement intéressant et un fabuleux stimulant pour la démocratisation de l'innovation. Les Fab Lab et autres incubateurs de l'innovation se répandent et offrent ainsi un accès aisé à des citoyens non spécialistes pour exercer leur créativité. Mais sur le plus long terme, cette démocratisation devrait permettre des formes nouvelles d'entrepreneuriat qui donnent aux populations et aux communautés un plus grand contrôle sur la manière dont la technologie peut contribuer à répondre à des besoins locaux.

Ces exemples et les conclusions provisoires que l'on peut en tirer ne doivent cependant pas nous détourner de l'objectif qui est le nôtre, à savoir mettre ces progrès technologiques dans leur fulgurante évolution au service du bien commun et des valeurs partagées.

C'est le cœur même des ODD.

Il s'agit en effet de définir la direction de l'innovation, et ce de façon participative et transparente, c'est-à-dire en incluant dans le processus de décision gouvernemental les apports et contributions de la société civile, du secteur privé, du monde académique.

Mais le rythme de la décision politique ( et de sa mise en œuvre) est inversement proportionnel à celui de l'évolution technologique. Le fossé entre les deux ne cesse de se creuser et pose aux gouvernants des questions graves et multiples en matière d'éthique, de gouvernance, d'égalité et d'équité auxquelles ils doivent répondre.

- Comment résoudre les dilemmes éthiques et de sécurité des manipulations génétiques, en particulier dans les pays qui ne disposent pas de réglementations efficaces en ces domaines

- Comment prévenir les systèmes et algorithmes nés de l'intelligence artificielle de reproduire les biais tels que les stéréotypes de genre ou de race, ou l'amplification des discriminations apparaissant dans les données sur lesquels ces systèmes sont fondés ?
- Quel équilibre instaurer entre le soutien à l'innovation et la protection des données privées des citoyens si l'on veut en réguler la collecte, l'usage et le transfert.

Des données qui sont, comme on le répète souvent, un peu à tort d'ailleurs, le fuel de l'économie digitale. A tort parce que via la multiplicité des algorithmes, les données peuvent être utilisées et croisées à l'infini. Si elles ne sont pas le pétrole, elles ne sont pas non plus l'infrastructure de l'économie. Les données sont le trafic qui circule dans les canaux de communications, mais elles ne sont pas ces canaux. Elles sont partout, en abondance et pas rares. L'économie digitale ne peut vivre sans elles. Mais elles n'en sont ni le pétrole, ni l'infrastructure.

- De quels nouveaux instruments avons-nous besoin pour une politique de concurrence régulée et une protection adéquate des consommateurs quand on assiste à une telle concentration de pouvoir et de marché en matière de technologies digitales ?
- Comment assurer une distribution plus équitable des gains de productivité nés de l'automatisation et de la robotisation ? Comment conserver une place digne, une activité, une contribution à la société à tous ceux qui ont perdu leur emploi dans cette transition technologique et qu'il n'est pas automatiquement facile ni possible de reconvertir pour d'autres emplois ?

Ces questions de fond m'amènent donc aux défis devant lequel nos experts et panelistes sont confrontés aujourd'hui.

Le premier d'entre eux est d'identifier comment la Commission Science et Technologie pour le Développement, en tant que point focal sur ces questions pour l'ensemble des Nations Unies, peut-elle réellement contribuer par ses analyses et prévisions à assister les pays en développement face à ces évolutions technologiques fulgurantes.

Ces prévisions peuvent en effet jouer un rôle essentiel pour fournir aux pays des outils d'évaluation du potentiel de développement mais aussi des revers et aspects négatifs que ces évolutions technologiques peuvent permettre. Faire de la sorte c'est aussi et bien évidemment faciliter la prise de décision politique que ces pays jugeront appropriées.

Le second est de mettre en lumière les besoins et surtout les expériences qui pourraient être amplifiées au niveau de la coopération internationale afin que les évolutions technologiques et les changements puissants auxquels elles donnent lieu n'exacerbent encore le fossé économique, sociale et technologique à l'intérieur et entre les pays. Plus clairement encore, comment éviter que la 4<sup>e</sup> révolution technologique et les changements rapides qu'elle entraîne ne contournent complètement les pays en développement.

Je suis convaincue que vous tous, au terme d'un dialogue fertile au sein de cette Commission, vous serez à même de fournir non seulement des recommandations mais des propositions orientées vers l'action, propositions que cette Commission soumettra à la Commission Economique et Sociale et par là, afin de soutenir la redéfinition des politiques nationales.

Merci d'avance pour ce travail qui, soyez-en sûr, nourrira nos délibérations intergouvernementales, l'assistance que nous fournissons pour équiper les pays en développement, ainsi que notre travail de recherche et d'analyse.

Je vous remercie de votre attention.